

## ***La Llorona* de Jayro Bustamante (2019)**

**Éric Bertin**



Les dictatures latino-américaines ont toujours été une source d'inspiration pour le cinéma. Des nombreux films ont évoqué avec force « les années de plomb sud-américaines ». On pense à Costa Gavras et à son film *Missing* sorti en 1982 où il évoque le coup d'État du 11 septembre 1973 au Chili ou au film de l'Argentin Luis Puenzo, *Une histoire officielle*, sorti en salle en 1985, qui traite de la torture. Le film du Guatémaltèque Jayro Bustamante, *La Llorona*, s'inscrit parfaitement dans la lignée de ces films qui interrogent ce passé douloureux.

Dans ce film qui oscille entre le récit historique et le drame fantastique, Jayro Bustamante revisite la légende mexicaine de « la pleureuse », « *la llorona* », cette femme qui pleure la mort de ses enfants et que seuls les coupables entendent. Il s'agit ici d'une femme indienne Ixil qui vient en tant que domestique travailler chez un vieux militaire à la retraite, le général Monteverde, alors qu'il est jugé pour génocide envers son propre peuple. Elle hante alors la fin de vie d'un homme sans remords, quoique responsable de la mort de ses enfants. Le réalisateur revendique le « réalisme magique » de son film<sup>1</sup>. Javier Bustamante navigue continuellement entre la réalité et le fantastique.

Même si le film se veut une œuvre de fiction, pour qui s'intéresse à l'histoire récente du Guatemala, on ne peut que faire le parallèle avec le général Efraim Rios Montt qui dirigea le pays d'une main de fer au début des années 1980, en pleine guerre civile (1960-1996). Arrivé au pouvoir après un coup d'État militaire en mars 1982, il écrivit l'une des pages les plus sombres de ce petit pays d'Amérique centrale. Déjà en proie à une violence chronique depuis des décennies, le Guatemala fut soumis à une terrible tyrannie, soutenue par les États-Unis dans un contexte de guerre froide. Dès 1954, le général Eisenhower avait souhaité renverser le président Arbenz qui avait initié une réforme agraire, susceptible de mettre à mal les intérêts des firmes américaines et en particulier ceux de la United Fruit Company. Dès lors, neuf régimes militaires se succédèrent jusqu'au coup d'État du général Rios Montt le 23 mars 1982. Ce dernier imposa au pays un pouvoir militaire avec comme principal objectif de lutter contre les guérillas communistes du Mouvement du 13 novembre, les M13 ou encore les Forces armées rebelles. L'État d'urgence fut proclamé, le Congrès fut dissous et l'arbitraire fut de mise. Les principales victimes de ce régime furent les communautés indigènes que l'on soupçonnait de collaborer avec les mouvements d'extrême gauche. Les

---

<sup>1</sup> Le réalisme magique est un genre littéraire où l'histoire et les personnages sont ancrés dans le réel mais où l'auteur introduit des éléments perçus comme magiques ou surnaturels sans que cela ne soit remis en cause dans la fiction. On peut associer ce genre littéraire à des auteurs latino-américains comme Carlos Fuentes ou bien entendu le prix Nobel de littérature colombien, Gabriel Garcia Marquez.

militaires pratiquèrent sans distinction la politique de la terre brûlée. Pendant toute la période de la guerre civile, selon l'ONU, 200 000 personnes auraient été tuées dont 80 % d'origine indigène. La présidence du général Rios Montt, qui ne dura guère plus d'une année, du 23 mars 1982 au 9 août 1983, vit 5,5 % de la communauté maya Ixil disparaître, sans compter les milliers de déplacés qui durent fuir la répression. C'est du reste pour cela que, en 2013, un procès s'ouvrit afin de juger le général Rios Montt, alors âgé de 86 ans. Il faut dire que, depuis les accords de paix qui mirent fin à la guerre civile en décembre 1996, l'impunité pour les responsables de ces massacres prévalait. Certes, on reconnaissait les communautés indigènes mayas, qui représentent tout de même plus de la moitié de la population, comme des citoyens à part entière, mais au nom de la concorde civile, une amnistie des délits liés à la guerre civile était décrétée, point le plus controversé de ces accords. Le procès de Rios Montt, après des années d'omerta sur ces crimes au nom de la réconciliation nationale, tourna une nouvelle page de l'histoire guatémaltèque, une page où les communautés indiennes, longtemps soumises et méprisées, ont pu témoigner de leur sort. Déjà, avec Rigoberta Menchu la militante des droits de l'homme qui obtint le prix Nobel de la Paix en 1992, la voix des Indiens avait pu se faire entendre à l'international<sup>2</sup>. Cependant, en témoignant au Guatemala même, les Indiens ont pu affirmer leurs droits sur leur propre sol.

*La Llorona* participe de ce désir de reconnaissance qui va au-delà de la simple reconnaissance des crimes dont ils ont été les principales victimes. Toute une partie du film reconstitue le procès pour génocide de Rios Montt. On peut du reste remarquer la présence de Rigoberta Menchu au premier rang. Gilles Bataillon, sociologue à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS) et spécialiste de l'Amérique centrale, insiste sur les massacres perpétrés par la junte militaire mais ne valide pas pour autant le caractère génocidaire de ces crimes au regard de la définition adoptée par la convention pour la répression et la prévention du crime de génocide adoptée par l'ONU en 1948<sup>3</sup>. Efraïn Rios Montt fut condamné à quatre-vingts ans de prison en 2013 (cinquante ans pour génocide et trente ans pour crimes de guerre). Quelques jours plus tard, la Cour constitutionnelle annula sa peine pour vices de procédure. L'ex-dictateur n'aura passé qu'une seule journée en prison. Efraïn Rios Montt est mort en 2018. Ce procès illustre parfaitement la fracture toujours présente au sein de la société guatémaltèque qui a encore beaucoup de mal à faire la lumière sur son passé. Dans *La Llorona*, Javier Bustamante montre bien cette incompréhension entre deux mondes que tout oppose, celui de la famille du général qui savait tout des massacres mais qui refuse d'en parler, monde incarné par l'épouse du général ou celui de sa fille qui, jusqu'au procès, ne s'était jamais posée de questions, ou encore le monde des domestiques, un monde indien soumis et résigné. Dès 2013, l'Observatoire politique de l'Amérique latine et des Caraïbes (OPALC) assurait que « le procès Rios Montt est l'incarnation d'une lutte des populations opprimées et exclues contre une oligarchie omnipotente. Aussi, c'est sans doute moins la fin de l'impunité judiciaire au Guatemala que la fin de l'impunité pour cette élite<sup>4</sup> ». Dans ce huis clos familial où cohabitent des domestiques indiens et une

<sup>2</sup> Élisabeth Burgos, *Moi Rigoberta Menchu. Une vie et une voix, la révolution au Guatemala*, Paris, Gallimard, 1983. Ce livre connut un vif succès en Occident.

<sup>3</sup> Gilles Bataillon est l'un des rares spécialistes français du Guatemala. Il a publié, entre autres, *Genèse des guerres internes en Amérique centrale (1960-1983)*, Paris, Les Belles Lettres, 2003.

<sup>4</sup> <https://www.sciencespo.fr/opalc/content/rios-montt-un-proces-qui-divise-le-guatemala.html> [lien consulté le 23 mars 2020].

bourgeoisie très européenne, Javier Bustamante dénonce avec force les ressorts de cette société guatémaltèque encore très hiérarchisée et inégalitaire.

Ce film est donc assurément une œuvre politique. Les slogans de la foule autour de la résidence de l'ex-dictateur résonnent en continu et de façon oppressante : « Ni oubli, ni pardon ». Le réalisateur veut que les Guatémaltèques ouvrent enfin les yeux sur leur passé. C'est du reste en bonne voie. Le fait que le ministère de la Culture guatémaltèque ait financé ce film franco-guatémaltèque est tout de même le signe que les choses changent, que l'impunité dont ont bénéficié les militaires responsables de ces massacres fait désormais partie du passé. Du reste, comme le laisse supposer le film, d'autres officiers responsables de massacres ont depuis été jugés et condamnés. Le pays panse donc ses plaies. Cependant, le cycle des violences n'est pas pour autant terminé, loin s'en faut. Le Guatemala est désormais confronté à d'autres défis, celui de la corruption et du narcotrafic, défi que le nouveau président Alejandro Giammattei, entré en fonction en janvier dernier, assure vouloir relever.